

LES ELECTIONS EN TURQUIE ET LA QUESTION KURDE

Hamit Bozarslan

Les élections en Turquie se déroulent, presque toujours, dans des conditions exceptionnelles. Une situation politique toujours précaire, marquée par des crises et des coups de théâtre de dernière minute risquent de pulvériser, en quelques semaines, les pronostics les plus rationnels. De plus, la disparition des sondages préélectoraux de la presse à la veille des élections du 18 avril prive l'analyste des signaux nécessaires pour saisir l'évolution de l'électorat. Pour diminuer l'effet de ces deux obstacles sur l'analyse, l'"élection-fiction" est contrainte d'une part de faire le bilan des scrutins précédents, d'autre part, de singulariser les facteurs spécifiques qui marquent l'espace politique dans le processus électoral en cours.

Concernant l'électorat kurde, les résultats des élections législatives de décembre 1995 permettent de dresser un bilan car elles ont constitué une étape dans deux processus observés depuis la fin des années 1980. Le premier est la disparition des partis "classiques", de "droite" (DYP et ANAP) ou de "gauche" (SHP/CHP et DSP) de l'espace politique des provinces à majorité kurde. Le deuxième est le partage de l'espace politique kurde selon les zones linguistiques. Ainsi, alors que le HADEP (Parti de démocratie du Peuple, pro-kurde) obtenait en 1995 des scores allant jusqu'à 50% dans la zone kurmandj (Diyarbakir, Hakkari, Mardin...), le Refah, combinant un discours islamiste et "kurdiste", s'est imposé avec force dans la région zaza (Bingöl, Elazig...). De même, la mobilisation kurde dans certaines villes métropolitaines (Istanbul et Ankara notamment), environnement où se mettent en place de nouveaux modes d'action et d'intégration politiques, a surtout profité au Refah.

En termes de "spécificité" marquant le processus électoral de 1999, on doit mentionner l'impact de l'enlèvement d'Abdullah Öcalan, chef du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) au Kenya en février 1999 par le gouvernement turc. Ceci a considérablement accéléré la radicalisation de l'espace politique kurde qu'on observe depuis les années 1960, mais surtout depuis le début de la guérilla du PKK, en 1984. Cet enlèvement -au terme d'une chasse à l'homme de quatre mois- a fait d'Öcalan un "symbole national" et provoqué des réactions violentes dépassant de loin les milieux sympathisants du PKK. Au-delà de sa fonctionnalité -donner un sens, tout en les prolongeant dans la durée, aux commémorations

du 75ème anniversaire de la République et du 60ème anniversaire de la mort d'Atatürk, présenter Öcalan comme le bouc émissaire de tous les maux de la Turquie depuis 20 ans, étouffer le scandale des "Bandes en Uniformes"- au-delà aussi des promesses d'"un procès équitable", cet enlèvement est vécu comme une humiliation par nombre de Kurdes. Sa mise en scène, non pas comme une affaire de personne mais comme une vengeance du nationalisme turc et du pouvoir contre le nationalisme kurde, voire contre la Kurdicité d'une manière générale -présentation d'Öcalan, les yeux bandés, entouré de deux gigantesques drapeaux turcs- n'a fait qu'alimenter l'esprit de revanche par la violence au sein de la jeunesse kurde. L'interdiction, quelques jours seulement après l'inculpation d'Öcalan, du DKP (Parti Démocratique de Masse, pro-kurde, de Serafettin Elçi, résolument opposé au PKK et à la violence), la menace d'interdiction qui pèse sur le HADEP qui, sans être une émanation du PKK n'a pas su élaborer une identité propre, ont été également interprétés comme signes révélateurs de l'impossibilité de mener une action légale. La violence qui émane de la jeunesse kurde, mais aussi alévie, et qui prend parfois des formes suicidaires - comme l'immolation par le feu- risque d'entacher le processus électoral dans l'ensemble de la Turquie.

Dans ce contexte marqué par la violence, le sort du HADEP -plus des 4% de votes en 1995- constitue la véritable inconnue des élections de 1999. Il est certes peu probable que ce parti parvienne aux 10% de votes nécessaires pour être représenté à l'Assemblée. Mais son score devrait lui permettre de gagner une demi-douzaine de municipalités kurdes, apportant par là une incontestable légitimité au nationalisme kurde.

L'incertitude concernant son sort nous pousse à envisager deux hypothèses : si le HADEP survit au procès d'interdiction en cours, la tendance électorale de 1995, à savoir le partage des zones kurdes entre le parti et le Fazilet (successeur du Refah) se poursuivra en s'amplifiant. En revanche, si le HADEP est interdit, le Fazilet s'imposera sans trop de difficultés comme acteur majeur des zones kurdes, gagnant la plupart des sièges de députation et la presque totalité des municipalités des régions kurdes.

Quelle que soit l'hypothèse retenue cependant, il semble peu probable que trois partis de "droite" ou de "gauche", dits du "système" retrouvent la place qu'ils occupaient dans les provinces kurdes il y a encore une décennie. Le CHP de D. Baykal, chantre de la laïcité telle qu'elle est dictée par l'armée, risque peu de convaincre l'électorat kurde. Quant à l'ANAP de M. Yilmaz et le DSP de B. Ecevit, ils sont considérés à la fois comme nationalistes turcs et instruments de l'armée contre les Islamistes, ce qui réduit leurs chances auprès des électeurs nationaliste kurde et/ou islamiste.

La situation pourrait néanmoins être quelque peu différente pour les deux autres "partis du système" : le Parti d'Action nationaliste de Devlet Bahçeli (MHP) et le DYP de Tansu Çiller. Le premier dispose toujours d'un important électorat sunnite dans les régions dites mixtes (comme Maras ou Elazığ), où le clivage politique se définit en termes d'opposition confessionnelle. De même, ses liens avec la confrérie nakchibandi à Bingöl et ses récentes alliances avec les tribus arabes de la province d'Urfa, berceau du PKK bien que le nationalisme kurde n'ait pu s'y implanter, pourraient lui assurer quelques succès. Quant au DYP de Tansu Çiller, il part avec de sérieux handicaps mais aussi quelques avantages dans les zones kurdes. Handicaps, car la politique kurde de ce parti, au gouvernement entre 1991 et 1997, a suivi la logique de la terre brûlée. De plus, nombre de ses membres, à commencer par l'entourage proche de Çiller, ont participé aux "bandes en uniforme", notamment la plus importante dite de Susurluk. Mais à son avantage, depuis 1997 le DYP connaît une série de transformations. Ainsi, Tansu Çiller, plus américaine que turque par son éducation, mais aussi par son langage et sa manière d'être il y a encore quelques années, s'est initiée à la "culture politique turque" (discours nationaliste, usage savamment mesuré des symboles religieux, symbolique paternaliste -et maternaliste-, image de "mère de la nation", "opprimée" par le "système"...). De plus, une partie des membres impliqués dans les Bandes en Uniformes (notamment Mehmet Agar, ancien patron de la police, ancien ministre) l'ont abandonnée, lui permettant de se refaire une image de "politicienne propre". Enfin, atout majeur dans la région kurde, le DYP a noué de multiples alliances avec certains éléments confrériques, placés en position d'éligibilité. Malgré l'absence d'information sur le sujet, on ne peut exclure la possibilité qu'ils développent, localement, un double discours d'opposition, proche du nationalisme kurde et des thèmes islamistes. Cette stratégie pourrait s'avérer porteuse et créer des surprises ici et là dans les provinces kurdes.

Enfin, il importe de souligner que la question kurde évolue en articulation avec deux autres problèmes majeurs de la Turquie, l'un et l'autre source de contestation l'islam politique et l'alévisme. La pression sur les islamistes radicalise certains kurdes comme kurdes et comme électeurs du Refah/Fazilet. Les déclarations de l'armée sur la nécessité de lancer une deuxième guerre d'indépendance, contre les Islamistes cette fois, ne fait qu'accentuer cette double réaction, permettant de surmonter la contradiction théorique entre le nationalisme et l'appartenance à la communauté musulmane. De même, on assiste, depuis plusieurs années, à la radicalisation des Kurdes alévis en tant que Kurdes et en tant qu'Alévis. Cela explique que les banlieues aléviennes (comme le quartier de Gazi à Istanbul où les émeutes de 1994 avaient fait plus de 20 morts) aient violemment réagi contre l'arrestation d'Öcalan. Enfin, l'émergence d'une guérilla des organisations "marxistes-léninistes" turques, recrutant au sein de cette communauté, dans l'Anatolie centrale et la région de la Mer noire, joue un

rôle radicalisant les Alévis kurdes et turcs. A la contestation violente de ces groupes a répondu l'appel d'une dizaine d'organisations légales aléviées à voter pour "un parti de gauche". Mais une gauche dont sont exclus le CHP de Baykal et le DSP d'Ecevit : le premier, parce qu'"il nous a déçu", et le deuxième, parce qu'"il n'est pas de gauche". Ce rejet des "partis du système" pourrait fort bien profiter à la multitude de partis de gauche radicale, sans pour autant permettre à l'un d'entre eux d'obtenir les 10% de votes nécessaires pour siéger à la Grande Assemblée Nationale Turque.

A la lumière de ces données et sauf coups de théâtre dans les deux semaines qui nous séparent des élections, on peut prévoir une radicalisation, mais aussi un éclatement des votes kurdes entre le HADEP, le Fazilet et la gauche radicale. De même, les deux partis de droite, le MHP et le DYP pourraient localement obtenir quelques succès. Cet éclatement diminuera sans doute le score du Fazilet, mais étant donné la logique du système électoral, se traduira néanmoins par l'augmentation de son nombre de sièges à l'Assemblée. Quant à l'issue de la question kurde -tout comme de l'islam politique et du problème alévi-, chacun sait qu'elle dépend non pas des élections, ou d'une future assemblée faible et fragmentée qui n'aura pas le droit à la parole, mais bien des décisions que prendra l'"Etat profond", à savoir le Conseil national de Sécurité et ses ramifications dans le système.

RÉFÉRENCES :

- P.A. Andrews, R.Benninghaus (eds), *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Reichert, 1989.
- H. Bozarslan, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, ECSSR, 1999.
- H. Bozarslan, *La question kurde Etats et minorités au Moyen-Orient*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1997.
- Middle East Report*, n° spécial sur les élections de 1995, 199, 1996.
- D. McDowell, *A Modern History of the Kurds*, Londres & New York, I.B. Tauris, 1995.
- Peuples méditerranéens*, n° spécial sur la question kurde, 68-69, 1994
- R.W. Olson (ed.), *The Kurdish Nationalist Movement in the 1990's : its impact on the Middle East*, Lexington, University Press of Kentucky, 1996
- E. Picard (dir.), *La question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1992.
- L. Yalçın-Heckmann, *Tribe and Kingship Among the Kurds*, Francfort/Main, Peter Lang, 1991.
- M. van Bruinessen, *Agha, Shaikh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres, Zed Press, 1992.